

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ZMB/2

G/SCM/Q1/ZMB/2

30 juillet 1996

(96-3032)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponse de la Zambie¹ aux questions posées par les Etats-Unis²

La Mission permanente de la Zambie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, reçue le 24 juillet 1996.

Question 1

Y a-t-il dans votre pays un organisme chargé d'administrer la législation en matière de droits antidumping ou compensateurs? Dans l'affirmative cet organisme dispose-t-il de directives administratives pour l'accomplissement de sa tâche?

Réponse

C'est le service des douanes et des droits d'accise de l'Administration fiscale zambienne qui, en coordination avec le Ministère des finances et du développement économique et le Ministère du commerce et de l'industrie, administre la législation en matière de droits antidumping et compensateurs. Les directives administratives concernant l'administration des lois pertinentes sont contenues dans des règlements d'application.

Question 2

Y a-t-il dans votre pays des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs encore en vigueur?

Réponse

La principale loi, la Loi sur les douanes et les droits d'accise, prévoit la possibilité de prélever des droits antidumping ou compensateurs. Il y a un texte actuellement en vigueur qui prévoit la

¹G/ADP/N/1/ZMB/1 et G/SCM/N/1/ZMB/1.

²G/ADP/W/225-G/SCM/W/235.

perception de droits antidumping sur les cadres et chambranles de portes et de fenêtres en fer ou en acier, relevant de la position n° 7308.30.00.

Il n'y a pas actuellement de droits compensateurs en vigueur mais un règlement d'application pourrait en instituer si cela était justifié; ce serait fait dans le respect des dispositions de l'Accord SMC.

Question 3

Quelles dispositions ont été prises en ce qui concerne la révision judiciaire des décisions prises en matière de droits antidumping et compensateurs?

Réponse

Nous n'avons pas de procédure particulière de révision judiciaire mais le Parlement peut à tout moment procéder à un réexamen sur le conseil des ministres compétents. Le Ministre des finances peut à tout moment revoir la législation d'application en matière de droits antidumping ou compensateurs.

Question 4

La réglementation antidumping ne contient pas de disposition prévoyant la détermination de l'existence d'un "dommage important" imputable à des importations faisant l'objet d'un dumping avant l'imposition de droits. Prière d'expliquer comment la réglementation remplit la condition contenue à l'article 3 de l'Accord pour ce qui est de la détermination du dommage.

Réponse

Il serait nécessaire de revoir notre réglementation pour y inclure des dispositions prévoyant la détermination de l'existence d'un dommage important et la rendre conforme aux dispositions de l'Accord SMC.

Question 5

La législation zambienne ne semble pas comporter de définition de la branche de production nationale ni de prescription indiquant qu'une demande ou une plainte doit être déposée au nom d'une branche de production nationale comme le prévoient l'article 5.4 de l'Accord ADP et l'article 11.4 de l'Accord SMC. Prière d'indiquer comment ces points seront traités.

Réponse

Il faudrait réviser la législation pour y inclure une définition de la "branche de production nationale" et prendre en compte la procédure de dépôt d'une demande ou d'une plainte prescrite par l'OMC.

Question 6

Comment la Zambie s'acquitte-t-elle des obligations prévues à l'article 3.2 de l'Accord ADP et à l'article 15.2 de l'Accord SMC concernant la détermination des effets notables sur les prix et le volume?

Réponse

Il faudrait réviser la législation pour prévoir la prise en compte des effets notables sur les prix et le volume.

Question 7

Comment la réglementation applique-t-elle les dispositions de l'article 3.2 de l'Accord ADP et de l'article 15.2 de l'Accord SMC, en vertu desquelles il faut examiner si les importations en question comportent une sous-cotation notable du prix, ou ont pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable?

Réponse

Il faudrait réviser la législation pour y inclure des dispositions prévoyant d'examiner si les importations en cause peuvent comporter une sous-cotation du prix ou avoir pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix.

Question 8

Existe-t-il une disposition prévoyant que le Ministère zambien doit examiner si le volume des importations en question est notable, comme le prescrivent l'article 3.2 de l'Accord ADP et l'article 15.2 de l'Accord SMC?

Réponse

Il faudrait réviser la législation pour y inclure une définition du volume "notable" pour ce qui est des importations en cause.

Question 9

Aux termes de l'article 3.2 de l'Accord ADP et de l'article 15.2 de l'Accord SMC, il faut examiner s'il y a eu une augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation locale. Comment la réglementation zambienne met-elle en oeuvre cette prescription?

Réponse

Nos procédures reposent sur l'hypothèse qu'il n'est déposé de demandes ou de plaintes que si le volume des importations en cause est notable ou en augmentation. Il faudrait toutefois réviser la législation pour apporter des éclaircissements.

Question 10

L'article 3.4 de l'Accord ADP et l'article 15.4 de l'Accord SMC prescrivent un examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions sur la branche de production nationale, examen qui comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents. Comment la législation zambienne met-elle en oeuvre les prescriptions de ces dispositions?

Réponse

Il faudrait réviser la législation pour prévoir l'évaluation de tous les facteurs économiques pertinents.

Question 11

L'article 3.5 de l'Accord ADP et l'article 15.5 de l'Accord SMC prévoient qu'il devra être démontré qu'il existe un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions et le dommage causé à la branche de production nationale, et que cette démonstration se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Comment la législation zambienne met-elle en oeuvre les prescriptions de ces dispositions?

Réponse

Il faudrait compléter la législation afin de prévoir l'examen de tous éléments de preuve pertinents dans les cas où il est allégué qu'il existe un lien de causalité entre les importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping et le dommage subi par la branche de production nationale.

Question 12

Comment la législation zambienne met-elle en oeuvre les prescriptions de l'article 3.6 de l'Accord ADP et de l'article 15.6 de l'Accord SMC qui exigent que les effets des importations faisant l'objet d'un dumping soient évalués par rapport à la production nationale du produit similaire lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices?

Réponse

Il faudrait réviser la législation pour tenir compte des articles 3.6 et 15.6 des accords.

Question 13

L'article 74 2) b) permet de calculer une marge de dumping égale "à la valeur des marchandises sur le marché intérieur". Comment cela est-il compatible avec l'article 2 de l'Accord ADP?

Réponse

Nous admettons que notre législation demanderait à être révisée. Nous sommes déterminés à adopter l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC d'ici le 1er janvier 2000. Nous espérons le faire plus vite que ne l'exige le calendrier des dérogations.

Question 14

Il semble que l'article 74 2) c) laisse toute latitude à l'Inspecteur pour fixer le montant du droit antidumping dans certaines circonstances. Comment cela est-il compatible avec l'Accord ADP?

Réponse

Nous réviserons la législation lorsque nous passerons de la Définition de la valeur de Bruxelles à l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Nous espérons le faire d'ici le 31 janvier 1998.

Question 15

Il ne semble pas y avoir de dispositions prévoyant le réexamen d'une ordonnance, comme le prescrit l'article 11, ni une procédure de remboursement, comme le prescrit l'article 9. Quelles dispositions ont-elles été adoptées pour mettre en oeuvre ces prescriptions?

Réponse

Nous n'avons pas de dispositions particulières concernant les réexamens mais toutes les lois fiscales sont revues chaque année dans le cadre de la procédure budgétaire. L'article 92 de la Loi sur les douanes et les droits d'accise, chapitre 662, contient des dispositions générales sur les remboursements.

Question 16

Quelles sont les prescriptions de la loi zambienne en ce qui concerne la présentation d'une demande d'enquête antidumping et l'ouverture d'une enquête antidumping?

Réponse

Nous avons l'Instrument n° 275 de 1996.

Question 17

Quelles sont les prescriptions de la loi zambienne en ce qui concerne la conduite des enquêtes antidumping?

Réponse

Nous avons l'Instrument n° 275 de 1996.